

*Initiatives ministérielles*

Une importante constante se dégage de diverses initiatives que le gouvernement a prises depuis les dernières élections: ces initiatives sont la conséquence de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Il n'est pas étonnant que cette subvention disparaisse de la même façon que bien d'autres programmes de soutien de la production et de la commercialisation des produits agricoles, étant donné les liens entre le démantèlement de notre cadre de soutien de l'agriculture et les conséquences de l'Accord de libre-échange.

Combien de fois le gouvernement a-t-il abandonné les céréaliculteurs de l'ouest, les producteurs de porc et d'autres agriculteurs face aux programmes de subventions vigoureux et dynamiques des exportations de produits agricoles des États-Unis et de l'Europe. Les États-Unis violent carrément l'article 7041 de l'Accord de libre-échange en offrant des programmes d'aide et de subventions à l'exportation à leurs producteurs agricoles et le Canada ne réagit même pas. Nous avons agi unilatéralement pour désarmer nos agriculteurs qui doivent faire face de plus en plus à la concurrence subventionnée des États-Unis et des pays d'Europe. Nous n'avons absolument plus aucune marge de manoeuvre quand vient le temps de négocier un programme de subventions qui soit juste et équitable sur le marché nord-américain ou encore de négocier avec le GATT la vente des produits agricoles sur le marché international.

Le gouvernement amenuise plutôt la compétitivité de nos agriculteurs, tant ceux qui produisent pour le marché canadien que ceux qui produisent pour les marchés étrangers.

On ne peut faire autrement qu'inscrire cette compression des subventions dans un contexte plus large, celui du programme que suit le gouvernement depuis la ratification de l'Accord de libre-échange. Et cela va même plus loin. Les députés de ce côté-ci de la Chambre l'ont prétendu à maintes occasions, cette décision du gouvernement contribue à démanteler la structure qui a jusqu'à maintenant uni notre pays.

La ministre d'État chargée des Transports a déclaré que les transports doivent continuer de jouer leur rôle important en ce début de décennie et à l'aube d'un nouveau siècle. Elle a mentionné la création d'un réseau de transports qui serait efficace, qui tiendrait compte de la compétition entre les divers modes de transport et qui

répondrait aux exigences relatives au transport de nos marchandises au vingt et unième siècle.

Elle n'a toutefois pas fait allusion à l'histoire du Canada. Pour construire notre réseau de transport, et surtout de transport ferroviaire, il a fallu surmonter les obstacles géographiques. Tout en reconnaissant la question de l'efficacité, on a constaté qu'il y avait un objectif beaucoup plus grand, celui de préserver l'intégrité du pays. La construction de ce réseau de transport d'est en ouest a permis à l'Ouest d'être colonisé et à l'Est de jouer un rôle primordial dans la Confédération.

Sans la contribution de sir John A. Macdonald et d'autres à l'édification de notre pays, ce dernier n'aurait pas vu le jour. Nous savons tous que, pour nous doter d'un réseau de transport permettant d'expédier des produits et des services aux marchés et aux consommateurs, il aurait été facile de construire des tronçons, de transporter les marchandises directement aux États-Unis et de profiter de leur population beaucoup plus vaste et de leur réseau ferroviaire déjà existant.

Nous ne l'avons pas fait et nous en avons payé le prix. Nous avons construit notre propre réseau parallèle à celui des Américains et nos ancêtres étaient conscients de l'importance de préserver ce réseau, de la nécessité de continuer à subventionner le transport d'est en ouest pour ne pas être avalés par les États-Unis à cause des forces naturelles nord-sud. C'est une option qui s'offre toujours à nous et le gouvernement semble choisir la solution facile en permettant que cela se produise.

Le gouvernement démantèle notre système de transport pièce par pièce. Nous sommes conscients, de ce côté-ci de la Chambre, qu'une révision de la nature et de la conception des programmes de subventions des transports s'impose à l'occasion pour s'assurer qu'ils remplissent bien leur mission, qu'ils n'encouragent pas des lignes de production boîteuses ni des moyens de transport inefficaces, mais on ne saurait non plus sabrer à l'aveuglette ce système sans penser aux usagers et aux clients qui en subiront les conséquences au bout du compte.

C'est pourtant ce que le gouvernement a fait en supprimant le Programme de subventions jusqu'à l'Est. Et en sabrant le financement de VIA Rail. C'est ce qu'il a fait aussi dans tant d'autres domaines. Le gouvernement pratique une politique de compressions massives sans réfléchir. Si nous sommes obligés un jour de renverser la vapeur et de reconstruire les systèmes de transports et les tronçons que nous avons abandonnés, nous dépenserons tout cet argent en pure perte parce que le gouvernement